



Syrie/ONU: Les «Casques blancs» sont périmés, voici venu le temps des « Blouses blanches »...

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 27 juin 2019

[Conseil de sécurité \(vidéo\)](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Ce 25 juin, alors que nous écoutons le communiqué du délégué permanent de la Syrie devant le Conseil de sécurité réuni, une fois de plus, pour discuter de la situation humanitaire à Idleb, un citoyen syrien publiait sur sa page cette [vidéo](#) avec le commentaire suivant rédigé en français :

« Le masque est tombé, voilà qui sont l'icône et l'idole des gauchistes européens et les chouchous des médias occidentaux !

Après avoir incendié les champs de blé des paysans syriens, des miliciens kurdes dansent pour exprimer leur joie !! Ce blé qui nourrit le peuple syrien, le blé qui n'est pas une arme de destruction massive ! Le blé qui n'est pas pro « régime » ! C'est le vrai visage de ces milices séparatistes qui sont présentées dans les médias occidentaux comme « progressistes » qui luttent pour la liberté et l'autonomie. Un visage revanchard, traître et criminel.

La scène se passe à Hassakeh, nord-est de la Syrie » [1].

Mis à part le fait que ces séparatistes, comme tant d'autres, sont finalement les chouchous de tous les prédateurs du peuple syrien, qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, cette vidéo vient confirmer la déclaration du Dr Al-Jaafari à propos de ces incendies volontaires, devant le Conseil de sécurité réuni « en urgence » il y a à peine une semaine, toujours à propos de la situation humanitaire à Idleb.

Qu'est-ce qui expliquerait cette réunionite chronique sinon que Idleb est la dernière chance pour tous ceux qui espèrent encore déchirer la Syrie, qu'ils soient Kurdes, Turcs, Arabes, Européens, Africains, Américains, Australiens, Israéliens et, malheureusement, comme nous l'apprend aujourd'hui le Dr Al-Jaafari, des Syriens apparemment dissimulés derrière un agent fédéral américain se faisant passer pour un humanitaire éploré devant les souffrances des civils ?

Comme quoi, tous les masques ne sont pas encore tombés, si tant est qu'ils tomberont un de ces jours. Tels les reptiles, les prédateurs et leurs inféodés changent de peau au rythme de la progression de l'Armée arabe syrienne et de ses alliés. Les « Casques blancs » sont

périmés ? Voici venu le temps des « Blouses blanches » estampillées USAID.

Pour mémoire, ci-dessus la traduction de l'intervention du Dr Bachar al-Jaafari [NdT].

Merci Monsieur le Président,

Un proverbe populaire dit : « À quelque chose malheur est bon ». Aujourd'hui, il vient faciliter ma mission consistant à critiquer l'invitation de celui qui se présente comme le Directeur exécutif de la dite « Syrian American Medical Society » [SAMS : Who we are ? [2]].

Je dis cela car le représentant de la délégation des États-Unis a fait l'éloge de cette fondation et de son travail en Syrie ; ce qui, en soi, suggère qu'elle est inféodée aux organes du renseignement américains, actifs en mon pays et dans d'autres pays.

Il ne s'agit pas de calomnier cette fondation ; laquelle, soit dit en passant, échoue tous les ans à obtenir le statut consultatif de la part du Comité des organisations non gouvernementales, ici à New York. Une requête que ses représentants présentent tous les ans, mais sans succès, pour des raisons connues des États Membres de cette Organisation et sur lesquelles il est inutile de nous étendre davantage.

En tout cas, comme l'indique son site internet en langue anglaise, la fondation dépend du Gouvernement fédéral [des États-Unis] et, plus exactement, de l'USAID [L'Agence des États-Unis pour le développement international] où a travaillé la personne, ici présente, pendant 8 ans avant de se retrouver à la direction de ladite Syrian American Medical Society [laquelle personne est donc le Directeur exécutif de la SAMS, M. David Lillie ; [3]]. Il a donc exercé au sein de cette fondation en Irak et en Afghanistan et a fini en Syrie.

L'important est que cette fondation travaille pour l'USAID, laquelle se présente sur son site, et je lis en anglais : « The United States Agency for International Development (USAID) is an independent federal agency » et son budget dépasse les 27 milliards de dollars. Par conséquent, la personne qui s'est exprimée ici au nom de ladite SAMS n'est pas une personne indépendante, mais un employé du gouvernement fédéral. Son invitation à parler est donc une faute. De surcroît, il est Américain et non Syrien, ce qui fait qu'il n'a pas le droit de parler d'un autre État.

Quant à la Syrian American Medical Society, elle n'est pas accréditée pour travailler en Syrie. Par conséquent, elle mène ses activités en toute illégalité sur le territoire syrien. D'ailleurs, l'importante notion d'« analphabétisme juridique » fait que nul n'est autorisé à omettre les dispositions de la Charte, les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ou des décisions consensuelles d'autres importantes institutions internationales que je me propose de citer :

- Les Accords de Genève interdisent à cette fondation de mener ses activités sur le territoire d'un autre État sans son autorisation.
- Le consensus international qui a abouti à la création de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, en 1921, interdit à toute organisation, médicale ou non, de mener ses activités sur le territoire d'un autre État, sauf autorisation de l'État concerné.
- La résolution 46/182 adoptée par l'Assemblée générale et que vous connaissez tous, interdit à quiconque de mener une activité « humanitaire » sans

l'accréditation des autorités du pays concerné. Et le paragraphe 14, concernant le consensus revu tous les ans, interdit l'usage des bâtiments, locaux et facilités de l'ONU contre les intérêts d'un État Membre.

Je ne sais si cette énumération est suffisante. Quoique... il reste un dernier point important à signaler : le Directeur exécutif de la SAMS a déclaré que sa fondation avait procédé à 14 millions de services médicaux [3] à Idlib. Parfait ! Puisque vous savez tous, d'après l'OCHA [Office for the Coordination of Humanitarian Affairs] et d'autres organisations onusiennes, que le Front al-Nosra contrôle 99% de la surface d'Idleb où s'active la Syrian American Medical Society, posez-vous la question suivante : comment fait-elle pour travailler dans une région quasi-entièrement contrôlée par une organisation terroriste ?

Donc : il y a coopération entre les deux et la SAMS offre ses services aux organisations terroristes à Idleb, non aux civils syriens !

[À ce stade, il y a eu une interruption inaudible en langue anglaise. La traductrice fait savoir qu'elle n'a pas entendu ce qui a été dit. La Caméra se tourne vers l'ambassadrice du Royaume Uni, Mme Karen Pierce, qui déclare quelque chose comme : « Il est dangereux de parler ainsi de l'aide humanitaire dans ce cadre..., j'aimerais que ce soit noté ». Le Président de séance ayant invité le Dr Al-jaafari à poursuivre, la caméra revient vers lui. Il poursuit :]



C'est la première fois qu'au cours d'une réunion du Conseil de sécurité le délégué d'un État coupe la parole du délégué d'un autre État, en train de lire son communiqué, dans le cadre d'une motion d'ordre. Cela n'existe pas.

En tout cas, j'ai parlé de faits réels et d'informations à propos desquelles vous devriez légitimement vous poser des questions. Pensez-y. Réfléchissez à ce que nous venons de vous dire. Nous vous donnons des renseignements précis. Ce ne sont pas des accusations. Ce sont des faits.

Monsieur le Président,

La délégation syrienne a pris connaissance du rapport du Secrétaire général N°61 concernant la mise en œuvre des résolutions censées soutenir les efforts de l'État syrien et

de ses institutions ; efforts destinés à améliorer les conditions de vie des Syriens, à renforcer leur immunité et leur capacité de résistance face aux difficultés d'une situation humanitaire engendrée par les différents aspects de la guerre terroriste imposée à mon pays.

Je ne discuterai pas du contenu de ce rapport, lequel se trouve devant vous, vu qu'il vise des objectifs n'ayant rien à voir avec les intérêts du peuple syrien, sa sécurité ou son bien-être. Au contraire, il répète des allégations malveillantes et anciennes, mais toujours aussi ravissantes pour les oreilles de certains gouvernements ennemis de la Syrie. La meilleure preuve en est que la plupart des pages de ce rapport sont consacrées à la situation à Idleb, conformément à la vision de l'OCHA [4] et à ses sources inépuisables. Le tout enveloppé d'un langage sournois, de phrases éthérées et de descriptions remontant à une étape que nous pensions révolue.

Une étape au cours de laquelle certains des représentants de l'OCHA l'ont vouée au service des agendas de certains pays influents au sein de cette Organisation, sapant les efforts du gouvernement syrien, portant toutes sortes d'accusations contre lui, au lieu d'œuvrer à établir un partenariat ou une coopération avec coordination préalable.

Les rédacteurs de ces rapports ont sans cesse usé d'expressions concises et extrêmement timides sans jamais appeler les choses par leur nom ; sans jamais accorder le moindre intérêt aux civils de Raqqa, de Hajin, de Deir ez-Zor, de Tal Raf'at, de Afrin er de Jablé; sans jamais faire porter la responsabilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité à la Coalition internationale, aux forces d'occupation turques et aux milices et organisations terroristes inféodées à la Coalition et à la Turquie ; sans jamais parler de la situation tragique vécue par les civils des camps d'Al-Roukbane et d'Al-Hol occupés par les forces américaines. Et, s'ils ne cherchaient à jeter de la poudre aux yeux pour paraître neutres et professionnels, ce que nous aurions effectivement souhaité, ils n'auraient jamais rien dit sur ces crimes indubitables et d'une extrême gravité.

Mais, vu les informations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la situation en Syrie, dont la sortie de centaines de terroristes étrangers du camp d'Al-Hol, nous sommes en droit de poser certaines questions :

- Où ont-ils été amenés ?
- À quoi sont-ils destinés ?
- Seront-ils recyclés après leur traversée des territoires turc et syrien, comme par le passé, lorsque des milliers de terroristes ont été transférés du nord-est de la Syrie et d'ailleurs vers le nord-ouest, via la Turquie, pour mener des attaques sur des régions paisibles, telle la région de Kessab, ou pour envahir Idleb et ses environs ?
- Sur la base de quels principes les a-t-on évacués et qui a facilité et financé ces opérations ?
- Verrons-nous ces terroristes réapparaître dans des pays dont le tour est venu, conformément aux politiques de certains, sous de nouvelles appellations sonnantes comme DAECH, tel l'État islamique en Afrique du Nord, nommé DACHA, ou l'État islamique du Caucase et d'Asie centrale, nommé DAKAO ?

Ce sont des noms qu'ils ont déjà trouvés et il semble que l'exploitation du terrorisme est désormais plus utile et plus lucrative que l'investissement dans le développement durable, la protection de l'environnement, la résolution des conflits, la prolifération des Armes de

destruction massive et l'action humanitaire.

Monsieur le Président,

Dès la première réunion du Conseil de sécurité sur la situation en mon pays, il y a maintenant des années, nous avons affirmé que son amélioration passe par la lutte contre les ingérences étrangères politiques, militaires et commerciales dans les affaires de la Syrie. Mais, naturellement, discuter des détails de ces ingérences ennemies demanderait des efforts que ce Conseil est incapable de supporter. Et, je ne pense pas que certains parmi nous soient disposés à s'impliquer sérieusement dans des sujets dont le règlement servirait efficacement le travail humanitaire. En effet :

- Les représentants de certains États Membres occidentaux sont-ils disposés à débattre de la question du terrorisme sévissant en mon pays, alors que certains l'exploitent, que d'autres le nourrissent de dizaines de milliers de terroristes étrangers venus de 100 États Membres de cette Organisation, ou le soutiennent par toutes sortes de financement et d'armement ?
- Les représentants de ces mêmes États sont-ils disposés à débattre de la question du terrorisme économique et des politiques de punition collective pratiquées par leurs gouvernements, par le biais des mesures coercitives unilatérales imposées au peuple syrien sans aucune distinction entre un enfant, une personne âgée, une femme ou un malade ?
- Ces collègues sont-ils prêts à discuter du rôle de leurs gouvernements dans la prolongation de la crise qui dure depuis plus de huit années, dans le blocage des efforts en faveur d'une solution politique et l'exacerbation des souffrances des Syriens ?

Nous tous connaissons parfaitement les réponses. Et nous savons que ces gouvernements colportent toutes sortes de faux prétextes destinés à éviter des discussions qui révéleraient les failles politiques, juridiques et morales de leurs politiques.

À ce stade, je passerai sur certains paragraphes de mon communiqué pour que vous ne disiez pas que nous nous acharnons sur l'OCHA...

Nous avons beaucoup accompli en dépit des énormes défis auxquels nous faisons toujours face. Et nous sommes convaincus qu'en matière de travail humanitaire, nous aurions été encore plus efficaces si certains partenaires au sein des Nations Unies s'étaient engagés, à nos côtés, dans le respect des principes régissant l'action humanitaire, notamment le respect de la souveraineté, de la neutralité, de la non-politisation, de la coopération et de l'entière coordination avec le gouvernement syrien, étant donné qu'il est le mieux placé pour répondre aux besoins des Syriens.

Monsieur le Président,

Il est impossible pour le gouvernement syrien ou tout gouvernement responsable en ce monde, y compris votre honorable gouvernement, de rester les bras croisés alors que des terroristes contrôlent l'une de ses régions, prennent ses habitants comme boucliers humains et attaquent les civils des villes et villages voisins par des tirs aléatoires de roquettes et de missiles. Il va de soi qu'il est du devoir du gouvernement syrien de défendre ses citoyens, de répondre aux sources de ces tirs et de travailler à lutter contre ce terrorisme. Tel est son droit légitime, tel qu'énoncé par le droit international, la Charte des Nations Unies et les

résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme.

Et enfin, dire que le gouvernement syrien et ses alliés prennent délibérément pour cibles des civils, des installations et des infrastructures publiques ne reposent que sur des allégations fausses et sans fondement.

Pour terminer Monsieur le Président,

Je réaffirme que le gouvernement de mon pays ne s'épargnera aucun effort pour aider les Syriens à traverser cette étape de l'Histoire de leur patrie et leur assurer l'assistance et les services afin d'aller de l'avant, réhabiliter et construire ce qui a été détruit par les terroristes et les agresseurs.

Tout comme je réaffirme que la seule voie à suivre pour améliorer la situation humanitaire en mon pays, parfaitement claire aux yeux de tous, passe par :

- le respect de la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ;
- la levée des sanctions coercitives unilatérales illégitimes et inhumaines ;
- le soutien des efforts de l'État syrien dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la lutte contre le terrorisme ;
- la fin de la présence illégale des forces étrangères des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Turquie sur l'ensemble du territoire de la République arabe syrienne.

Merci Monsieur le Président

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

25/06/2019

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Source : <https://www.youtube.com/watch?v=dPlpx8RKA1s>

Notes :

[1] [[vidéo](#)] de l'incendie des champs de blé

[2] [[SAMS, qui sommes nous ?](#)]

[3] [[SYRIAN AMERICAN MEDICAL SOCIETY \(SAMS\) EXECUTIVE DIRECTOR, DAVID LILLIE BRIEFING TO THE SECURITY COUNCIL ON THE HUMANITARIAN SITUATION IN SYRIA June 25, 2019](#)]

[4] [Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Mark Lowcock - Briefing to the Security Council on the humanitarian situation in Syria, 25 June 2019]

La source originale de cet article est [Conseil de sécurité \(vidéo\)](#)

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca